

Tendances conjoncturelles

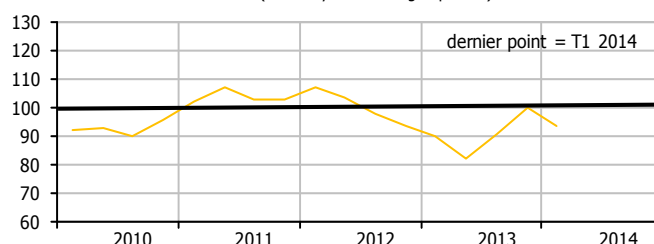
1^{er} trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA GUADELOUPE

Une conjoncture marquée par l'attentisme de la demande

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se dégrade au premier trimestre 2014. Il rompt avec la tendance haussière des six derniers mois. Il diminue de 6,6 points par rapport au trimestre précédent, et repasse en dessous de sa moyenne de longue période, à 93,7 points. Cette dégradation s'explique par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprise, tant sur le trimestre passé que sur le trimestre à venir.

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Le premier trimestre 2014 a débuté avec le mouvement de grève des gérants de stations-service et s'est terminé avec la fin du cycle électoral municipal. Dans un contexte économique et social fragile, la consommation des ménages et l'investissement sont restés limités quoique mieux orientés qu'en fin d'année 2013. Les échanges commerciaux sont en hausse après deux trimestres consécutifs de baisse.

D'après l'enquête de conjoncture, l'ensemble des secteurs enregistrent une baisse de leur activité au premier trimestre 2014, à l'exception du secteur des services dont le courant d'affaires s'inscrit en hausse. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise sont peu optimistes. Ils anticipent une hausse modérée de l'activité et des effectifs tandis que la trésorerie et les délais de paiement devraient poursuivre leur dégradation.

LES PERSPECTIVES S'AMÉLIORENT DANS LES ÉCONOMIES DE LA CARAÏBE

Dans la région Caraïbe, la croissance du PIB des économies dépendantes du tourisme était de +0,45 % en 2013. Elle est estimée à +1,4 % pour l'année 2014. La croissance du PIB des économies exportatrices de matières premières (+4,0 % en 2013) est, pour sa part, estimée à +3,2 % pour l'année 2014. Selon le FMI, la réduction du niveau de la dette publique et les efforts de compétitivité restent les défis majeurs des économies de la Caraïbe.

À fin mars 2014, l'économie de la **République Dominicaine** enregistre une croissance du PIB de 5,5 % par rapport à 2013. L'ensemble des secteurs d'activité affichent des taux de croissance positifs, notamment dans l'industrie minière (+35,3 %), l'intermédiation financière (+14,6 %) et la construction (+14,9 %), cette dernière bénéficiant du dynamisme de la demande privée et des investissements publics (construction d'écoles).

À la **Barbade**, l'activité économique a diminué de 0,4 % au premier trimestre 2014, soit une baisse moins prononcée qu'au premier trimestre 2013 (-1,2 %). En 2014, la croissance économique annuelle est estimée à +0,5 %. Une hausse graduelle et durable de l'activité économique est attendue en 2015 (+2 %) et 2016 (+2,5 %). Les prévisions à la hausse sont imputables à des investissements massifs dans les secteurs du tourisme et de la construction, ainsi qu'à des entrées de capitaux totalisant près de 4,5 milliards de dollars sur les trois prochaines années.

Le PIB de la **Jamaïque** enregistre une hausse pour le troisième trimestre consécutif, estimée entre +1,0 % et +2,0 % à fin mars 2014. Cette croissance s'explique par la bonne orientation des secteurs de l'agriculture, d'exploitation forestière, de la pêche, des mines et des carrières, de la construction, et de l'hôtellerie-restauration. Cette dynamique devrait se poursuivre au deuxième trimestre 2014.

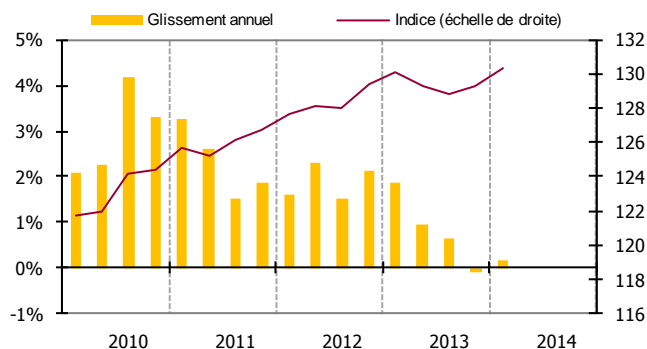
Sources : FMI, Banco Central de la República Dominicana (BCRD), Bank of Barbados, Bank of Jamaica

Hausse modérée des prix

À fin mars, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse trimestrielle (+0,7 %) plus forte qu'au trimestre précédent (+0,4 %). Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des prix des services (+1,4 %), les autres postes de produits enregistrant une hausse plus modérée : alimentation (+0,5 %), énergie (+0,4 %) et produits manufacturés (+0,1 %).

En glissement annuel, l'inflation est stable (+0,1 %). La baisse des prix des produits pétroliers (-8,0 %) compense partiellement la hausse des prix de l'alimentation (+1,2 %), des services (+0,5 %) et des produits manufacturés (+0,4 %). Hors énergie, l'inflation s'élève à +0,7 %.

Indice des prix à la consommation



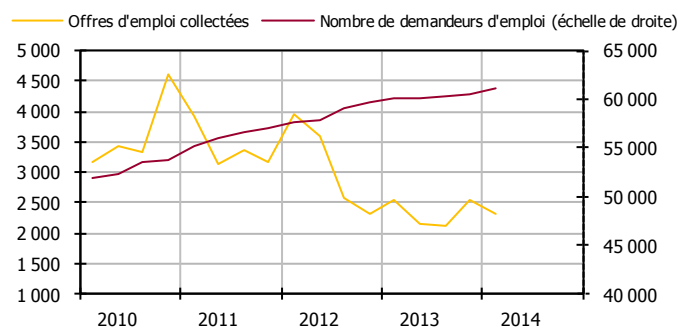
Source : Insee

Dégradation du marché de l'emploi

Au premier trimestre, Pôle Emploi enregistre 61 040 inscrits, soit une croissance trimestrielle de +0,8 % (CVS) après +0,3 % (CVS) à fin décembre. Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits à Pôle Emploi continue de diminuer sur le trimestre (-0,9 %), mais celui des personnes âgées de plus de 50 ans poursuit sa hausse (+2,9 %). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une hausse de 1,6 % (contre +3,9 % au plan national).

Les offres d'emplois collectées par Pôle Emploi diminuent de 9,1 % au premier trimestre 2014 après une hausse significative au quatrième trimestre 2013. Cette diminution concerne autant les offres d'emploi temporaires (moins de 6 mois, -10,3 %) que les offres d'emplois de 6 mois ou plus (-8,2 %).

Demandeurs d'emploi DEFMA et offres d'emploi collectées (données CVS)



Source : DIECCTE

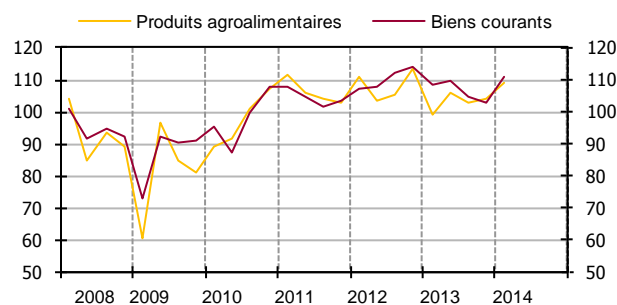
Meilleure orientation de la consommation des ménages

La consommation des ménages est mieux orientée qu'en fin d'année mais son évolution reste modérée, compte tenu de la prudence des ménages qui préfèrent différer les achats importants.

Les importations de biens de consommation affichent ainsi une augmentation de 7,7 % (CVS) après deux trimestres consécutifs de baisse. Les importations de produits agro-alimentaires augmentent de 4,9 % et progressent plus rapidement qu'au trimestre précédent (+1,4 %). L'évolution est similaire pour les importations de biens d'équipement à destination des ménages, qui progressent de 8,8 % sur le trimestre, mais diminuent de 7,6 % sur un an.

L'encours des crédits à la consommation diminue (-1,1 %) entre fin décembre 2013 et fin mars 2014. Les commerçants interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font état pour leur part d'une légère baisse de leur courant d'affaires.

Importations de biens destinés aux ménages (CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages se détériorent. Le nombre de dossiers de surendettement affiche une hausse de 10,5 %. Les incidents de paiement par chèque augmentent de 2,6 % sur le trimestre après avoir atteint à fin décembre leur plus bas niveau depuis 2009. Une augmentation significative des retraits de cartes bancaire est observée (+14,5 % en variation trimestrielle). Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (20 557) reste cependant stable.

L'investissement reste limité

Au premier trimestre 2014, l'investissement semble mieux orienté qu'au trimestre précédent mais reste limité aux seuls besoins de renouvellement de l'outil de production. Les chefs d'entreprise font état d'une amélioration des prévisions d'investissement, excepté dans les secteurs des services aux entreprises et dans le secteur du bâtiment et des travaux publics dont l'investissement est particulièrement freiné par l'absence de commande publique.

Les importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement continuent de diminuer sur le trimestre (respectivement -2,1 % et -2,7 %, CVS) et se situe globalement en deçà de leur niveau de 2013.

L'encours des crédits d'investissement des entreprises progresse de 2,8 % sur le trimestre et de 2,1 % sur un an. L'investissement immobilier des ménages est également bien orienté : la production de prêts à l'habitat progresse de 6,4 % sur trois mois (+1,1 % sur un an).

Les indicateurs de vulnérabilité enregistrent des évolutions contrastées. Les incidents de paiement sur effets de commerce se réduisent en nombre (-13,9 %) mais leur valeur en montant augmente fortement (+41,9 %). Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire poursuit sa baisse sur le trimestre (-0,5 % contre -1,8 % le trimestre précédent).

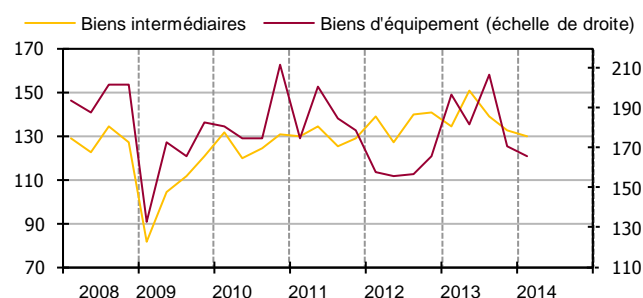
Hausse des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux sont en hausse après deux trimestres consécutifs de baisse.

Les importations ont augmenté de 1,8 % au premier trimestre 2014. Cette évolution tient à la hausse des importations de biens de consommation (+7,7 %) et de produits agro-alimentaires (+4,9 %).

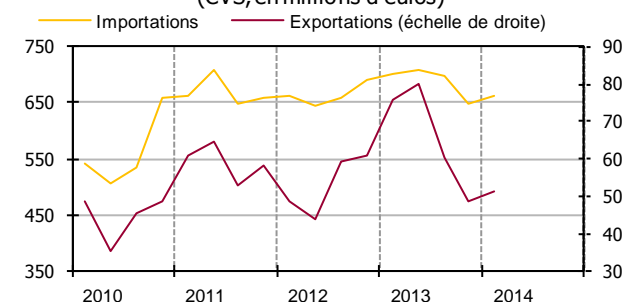
Les exportations sont également en augmentation (+5,6 % sur le trimestre), tirées par la progression des importations d'équipements électriques et ménagers et des produits de l'édition et de la communication. Cependant, en glissement annuel, les exportations diminuent de 32,5 % (CVS) en lien notamment avec la baisse des importations de produits agroalimentaires et de matériels de transports ainsi que la baisse de réexportation de produits pétroliers.

Importations de biens destinés aux entreprises
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

Échanges commerciaux
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

ACTIVITÉ MOROSE DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

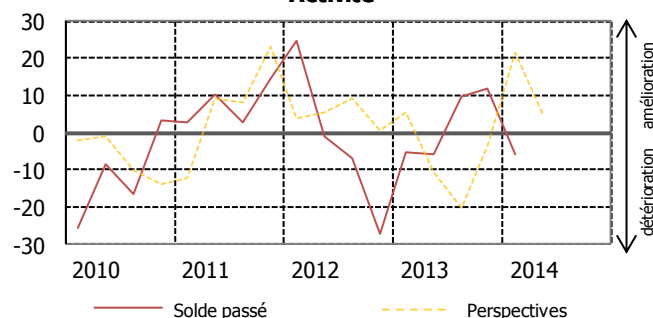
Selon les premiers résultats de l'enquête de conjoncture, l'activité se contracte en début d'année 2014 après deux trimestres consécutifs de hausse. La trésorerie, les charges, les délais de paiement et les effectifs restent détériorés. La dégradation des effectifs s'intensifie par rapport à la précédente enquête. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise sont moins optimistes. Ils anticipent une hausse modérée de l'activité et des effectifs tandis que la trésorerie et les délais de paiement devraient poursuivre leur dégradation.

Dans le secteur **primaire** et **l'agro-alimentaire**, les résultats sont mitigés.

Le secteur est marqué par une baisse en valeur des exportations de produits agroalimentaires par rapport au trimestre précédent (-8,3 %, CVS). Les industries de rhum industriel (qui représentent près de 80 % des exportations de la branche) enregistrent en début d'année des chiffres en baisse : les exportations ont diminué de 11,9 % sur le trimestre (CVS). Elles restent cependant bien au-dessus de leur niveau de 2013 (+36,4 % en glissement annuel).

Les exportations de produits agricoles affichent une progression de 5,2 % (CVS) sur le trimestre et de 8,0 % sur un an, liée pour partie au dynamisme des exportations de bananes et de melons. La filière canne-sucre bénéficie de conditions climatiques favorables. En dépit des retards pris dans le démarrage de la campagne cannière, le volume de cannes récoltées à fin mars se révèle supérieur aux prévisions des professionnels. Le tonnage prévisionnel de la récolte 2013-2014 pour la Guadeloupe y compris Marie-Galante a été réévalué à la hausse passant de 500 000 tonnes à plus de 600 300 tonnes.

Activité



Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Dans les **industries manufacturières** (hors industries agro-alimentaires), l'activité se détériore et les prévisions des chefs d'entreprise pour le deuxième trimestre 2014 restent majoritairement négatives. L'ensemble des soldes de gestion se dégradent.

L'activité dans le secteur du **commerce** se dégrade après deux trimestres consécutifs de hausse et les prévisions des professionnels sont défavorablement orientées pour le début d'année. Le marché automobile est en net repli après le rebond observé en fin d'année : 3 590 voitures neuves ont été immatriculées, soit une baisse de 31,2 % par rapport au quatrième trimestre 2013 et de 3,5 % sur un an.

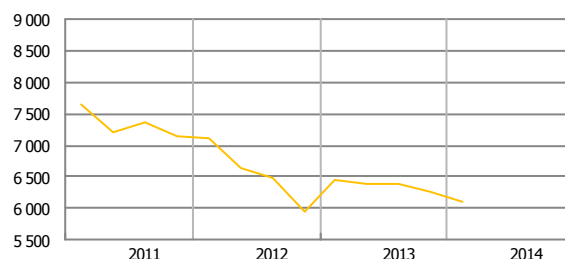
L'activité dans le secteur du **bâtiment et des travaux publics (BTP)** reste en recul au premier trimestre 2014 et sans perspective de reprise selon les professionnels du secteur. Les ventes de ciment sur le marché local sont en repli (-11,1 % sur un an, données brutes) et affichent leur cinquième trimestre consécutif de baisse. Le nombre de logements autorisés à la construction diminue de 1,7 % sur le trimestre et de 22,7 % sur un an. Dans ce contexte, les effectifs salariés du secteur demeurent orientés à la baisse (-2,0 % sur le trimestre).

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité reste en hausse mais les prévisions des chefs d'entreprise sont moins optimistes. La plupart des soldes de gestion sont dégradés. Les effectifs accusent un repli après avoir progressé au trimestre précédent.

Pour la première fois depuis fin 2012, les chefs d'entreprise dans le secteur du **tourisme** font état d'une détérioration de leur courant d'affaires. Selon eux, le secteur a dû faire face au premier trimestre à une baisse des prix et un accroissement des charges. Le nombre de passagers (hors transit) à l'aéroport Pôle Caraïbes poursuit toutefois sa hausse : +0,8 % sur le trimestre et +7,5 % sur un an (CVS). La saison des croisières 2013-2014 qui s'est achevée au mois d'avril 2014 affiche également de bons résultats. Depuis le début de la saison, plus de 207 000 croisiéristes ont été accueillis, soit 50 000 de plus que la saison précédente, en lien notamment avec le retour de deux navires de croisière basée de la compagnie Costa.

Les perspectives du secteur du tourisme sont mitigées. Le baromètre pour le mois d'avril publié par le syndicat national des agents de voyage (SNAV) et Atout France indique une baisse des réservations effectuées en avril pour des séjours ultérieurs.

Effectifs salariés du BTP



Source : Caisse des congés payés du BTP

Trafic de passagers horstransit (données CVS)



Source : Aéroport Pôle Caraïbe, CVS Iedom

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE QUI S'INSTALLE

La croissance mondiale s'est amplifiée au cours du deuxième semestre 2013 et devrait continuer sur sa lancée en 2014-2015 selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées en avril 2014, qui confirment globalement les prévisions précédentes. L'accélération du deuxième semestre vient principalement des pays développés et notamment de la composante « accumulation de stocks » tandis que la croissance dans les pays émergents ne s'est accélérée que modestement. Après 3,0% en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,6 % en 2014 selon le FMI.

Toujours selon le FMI, la reprise profiterait notamment de l'impulsion donnée par l'économie américaine, dont l'activité aurait progressé de 3,2 % au deuxième semestre 2013, du fait de la vigueur des exportations et des augmentations de stocks. En dépit d'un certain ralentissement au début de 2014 (le PIB des États-Unis est resté stable au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre précédent), les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré, d'une politique monétaire accommodante, du redressement du secteur immobilier et de l'assouplissement des normes d'octroi des prêts bancaires.

La zone euro bénéficie d'un retour de la croissance, le PIB ayant augmenté de 0,2 % au cours du premier trimestre 2014 et de 0,9 % en glissement annuel. On observe en particulier un redressement de la demande intérieure en Allemagne. Selon le FMI, le net ralentissement du rythme du durcissement budgétaire devrait contribuer à l'accélération de la croissance dans l'ensemble de la zone euro, pouvant atteindre en moyenne 1,2 % en 2014.

En 2013, la croissance de l'économie française est restée faible à 0,3 % comme en 2012. Les dépenses de consommation des ménages ont progressé de 0,2 %, après avoir baissé de 0,5 % en 2012. En revanche, l'investissement total recule pour la première fois depuis 2009. La progression des exportations est un peu supérieure à celle des importations, si bien que les échanges extérieurs contribuent positivement à la croissance. Au premier trimestre de 2014, l'économie française a enregistré une croissance nulle sous l'effet d'un recul de la demande intérieure.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement, soutenue par la progression des exportations, s'est accélérée légèrement au deuxième semestre de 2013 et atteindrait 4,7 % sur l'ensemble de l'année et 4,9 % en 2014. Sous réserve de la conduite d'une stratégie de freinage de la croissance rapide du crédit et d'une avancée satisfaisante du programme de réformes, la croissance chinoise se situerait quant à elle aux alentours de 7,5 % en 2014-2015.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE – Responsable de la rédaction : Jean-Marie PAUGAM

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : juin 2014 - Dépôt légal : juin 2014 – ISSN 1952-9619